
INTRODUCTION

LE BRÉSIL FACE À SES CRISES

*Sylvain SOUCHAUD*¹

Les élections générales sont un moment charnière dans la vie démocratique des sociétés contemporaines. Elles sont l'occasion d'une analyse de la situation présente au regard de l'examen du passé récent et nous permettent, dans une certaine mesure, de poser des hypothèses sur les évolutions à venir ou, tout au moins, de nous interroger sur les mouvements de la société.

2018 fut une année d'élection au Brésil, pour la neuvième fois depuis les élections qui suivirent la fin de la dictature en 1985 et permirent l'adoption d'une nouvelle Constitution en 1988. En octobre, les 147 millions d'électeurs² de la plus grande démocratie d'Amérique latine ont été appelés à voter pour élire un président, une Chambre des députés, les deux-tiers des sénateurs, les gouverneurs de 27 États, dont le District Fédéral de Brasília, et les députés des assemblées législatives fédérées. Jair Bolsonaro, le candidat d'extrême droite, pour la première fois candidat à l'élection présidentielle, a été élu président de la République. Pour la plupart des analystes, c'est un résultat inattendu, impensable, du moins jusqu'en août dernier, qui plonge le Brésil dans une nouvelle phase d'incertitude et d'inquiétudes.

Vu de l'étranger, ce résultat est une énorme surprise. Il est cependant possible de l'inscrire dans un contexte et une série d'événements qui, sans toutefois l'expliquer, permettent de nuancer l'idée d'un basculement soudain de la société brésilienne. Il intervient alors qu'une crise économique

1. Institut de recherche pour le développement (IRD), URMIS Paris Diderot.

2. Sur une population totale de 209 millions d'habitants.

profonde, considérée comme l'une des plus dures des dernières décennies, a éclaté après une période d'optimisme et de réussites économiques. Elle a très vite débouché sur une violente crise sociale qui remet en cause bon nombre d'acquis, notamment dans la lutte contre la pauvreté et les inégalités. Elle se déroule enfin dans le contexte d'une crise politique sans précédent qui montre l'étendue, l'ampleur et l'ancrage de la corruption dans le pays, et l'incapacité des partis traditionnels à sortir le Brésil de la crise. La société brésilienne, dont l'autonomie n'a cessé de croître au cours des dernières décennies du fait d'avancées démocratiques et d'évolutions démographiques et sociales, démontre une capacité critique qui s'exprime dans des formes de rejet radicales, tout en se déchirant dans un mouvement de polarisation violente. D'une certaine manière, l'accession au pouvoir de Jair Bolsonaro est tout autant le point d'orgue d'une crise aux racines multiples qu'un événement qui met le Brésil face à ses crises.

LA CRISE ÉCONOMIQUE

Après avoir dans un premier temps bien résisté à la crise internationale de la fin des années 2000 jusqu'au début de années 2010, le Brésil est entré en récession en 2015.

Tout au long de la décennie 2000 et jusqu'en 2013 inclus, la demande internationale, principalement chinoise, favorise l'économie du Brésil, exportateur de matières premières minières et agricoles. Les gouvernements du Parti des Travailleurs, sous la double présidence de Luiz Inácio Lula da Silva (2003-2010), redistribuent en partie les gains de croissance, en développant des programmes de lutte contre la grande pauvreté et par l'augmentation sensible, année après année, d'un salaire minimum extrêmement bas³ mais qui sert de référence pour différentes sources de revenus, dont les retraites.

La consommation est l'autre pilier de la dynamique économique dans ces années. Elle est une conséquence à la fois de l'augmentation des revenus et d'une croissance effrénée du crédit à la consommation pour les catégories les plus modestes et les classes moyennes. Les banques inondent alors le marché de prêts à moyen terme mais à des taux exorbitants : grâce à ces financements, la population accède à l'éducation secondaire et supérieure privée, à une assurance-maladie, ou achète des véhicules (voitures, motos) dont le parc explose. En réalité, ces dépenses de consommation pallient en partie la déficience des politiques publiques en matière de santé, d'éducation, de transport, et résolvent tout autant qu'elles soulignent les déficits en la matière. Apparente contradiction qui n'est pas étrangère aux contestations de juin 2013 contre le gouvernement de Dilma Rousseff : c'est en accédant à certains services essentiels que la demande se fait – légitimement – plus exigeante et critique. Car non seulement le Brésil traverse une phase

3. En 2018, le salaire minimum s'élève à 954 *reais*, soit environ 240 euros au taux de change du 1^{er} janvier 2018.

de conjoncture internationale qui lui est favorable, mais il est lui-même dans une période propice à la modernisation.

Sa population active atteint, en proportion, des sommets, ce que les démographes qualifient de bonus démographique : peu de dépendants, c'est-à-dire peu de dépenses de retraite et d'éducation, et une population toute entière dédiée à la production et à la modernisation de l'économie. Mais cette phase nécessite aussi une grande responsabilité de la part de la société et de l'État, car elle est l'occasion unique de mettre en place ou de consolider des services publics et d'engager des réformes politiques structurelles dès lors que les ressources fiscales sont importantes et les dépenses relativement réduites. En effet, les excédents budgétaires donnent à l'État une marge d'action inédite. Au début des années 2010, tout va donc alors pour le mieux, le Brésil est un BRICS, l'un des espoirs de la reprise économique mondiale, à l'heure des fortes incertitudes à travers le monde entier. *The Economist* ne tarit pas d'éloge, le Brésil n'est plus seulement le pays de l'avenir : son heure est venue.

Cet alignement des astres ne dure cependant pas car, en dehors de tout retournement de conjoncture, la transition démographique suit son cours. Le vieillissement va rapidement s'accélérer et peser sur l'économie. Autour de 2020, selon les projections de l'IBGE, la population active devrait atteindre son poids maximum, proche de 70 %. Il devrait ensuite décroître et atteindre 60 % de la population en 2060. Parallèlement, la population des moins de 15 ans va devenir minoritaire, en passant 24,1 % en 2020 à 15,5 % en 2040. Enfin, le phénomène le plus marquant sera sans doute le vieillissement accéléré de la population brésilienne, bien plus rapide qu'il ne l'est en Europe, car les 65 ans et plus qui ne représentaient que 7,4 % de la population brésilienne en 2010, compteront pour 26,8 % en 2060⁴. Or, le système de retraite est à l'heure actuelle à la fois dispendieux et inégalitaire, et il n'est pas en mesure de supporter une telle montée en puissance. Quant au système de santé, s'il assure une couverture universelle, il est vivement critiqué pour sa mauvaise qualité (certes variable d'un État à l'autre et d'un établissement à l'autre, mais globalement très insuffisant), et, en réalité, seuls les plus aisés ont accès à un système de soins de qualité, en souscrivant des contrats d'assurance privés qui garantissent une bonne couverture.

Enfin, les efforts consentis ces dernières décennies pour le système éducatif, primaire et secondaire dans un premier temps (à partir de la présidence de Fernando Henrique Cardoso), puis supérieur à partir des années 2000, demeurent insuffisants. Le système d'enseignement public s'est généralisé jusqu'au secondaire, mais il est fortement décrié. L'enseignement et l'encadrement y sont très globalement mauvais⁵, en raison d'un manque d'investissement, perceptible entre autres à l'importante charge horaire

4. Le taux de fécondité au Brésil est de 1,78 en 2017.

5. Dans un système où le maillage des établissements juxtapose les échelons fédéral, régional (État fédéré) et municipal, certaines écoles, collèges ou lycées publics peuvent être de bonne qualité, mais ils sont l'exception.

des enseignants et à leur très faible niveau de rémunération. Quant au supérieur public, accessible par concours, il est fondamentalement élitiste et encore réservé aux classes supérieures, bien que la récente mise en place de quotas raciaux dans les universités publiques contribue à de profonds changements sociologiques⁶. Quoi qu'il en soit, les universités publiques offrent extrêmement peu de places, et l'effort financier conséquent que le gouvernement a consenti dans les années 2000 pour rattraper un énorme retard de formation supérieure de sa population a essentiellement bénéficié aux universités privées, via le programme PROUNI (*Programa Universidade Para Todos*) lancé en 2005. L'explosion de la demande de formation universitaire – entre 1995 et 2014, le nombre d'inscriptions en présentiel dans le supérieur est passé de 1,8 millions à 6,4 millions⁷ – soutenue par l'État, a conduit à la création d'un véritable marché privé de l'enseignement supérieur. Les universités privées se sont multipliées dans les centres-villes des grandes et moyennes villes⁸. Elles se disputent la demande en proposant des formations assez peu variées et à très bas coût de revient, c'est-à-dire concentrées dans le secteur tertiaire. Pour une large part, elles forment insuffisamment leurs étudiants et délivrent des diplômes qui se monnaient bien mal sur le marché du travail, et dont la piètre qualité a une incidence sur la productivité et sur la compétitivité économique du pays. En 2017⁹, avec seulement 17% des 25-34 ans qui ont atteint l'enseignement supérieur, le Brésil se place derrière la moyenne de l'OCDE (44%), ou de pays voisins comme la Colombie (28%). À noter, les femmes sont en proportion plus nombreuses (20%) à atteindre le supérieur que les hommes (14%).

En somme, la croissance des années 2000, réelle – entre 2000 et 2012 le PIB par habitant a progressé de 33% – et redistributive, ainsi que la popularité du gouvernement n'ont pas été mises à profit pour engager un changement structurel, tant économique que social ou politique. Les inégalités ont perduré, car la sortie de la pauvreté de millions d'individus a coïncidé avec l'enrichissement des plus riches. Malgré une augmentation importante du salaire minimum dans les années 2000, celui-ci reste bas. Il est resté ce que la dictature, jouant sur l'inflation, en avait fait : un salaire de survie, alors qu'il était relativement élevé lors de sa création par Getúlio Vargas en 1936. En 2016, selon l'enquête annuelle auprès des ménages conduite par l'IBGE (*Pesquisa nacional por amostra de domicílios – PNAD*),

6. La Loi des quotas date de 2012, mise en place à partir de 2013, prévoit de réserver une part croissante, jusqu'à 50%, des places à l'entrée dans les universités et instituts fédéraux, environ 100 au total, aux populations qui ont fait leurs études secondaires dans les écoles publiques et identifiées selon des critères sociaux (revenu familial *per capita*) et raciaux auto-déclaratifs.

7. Neto, Aristides Monteiro; Castro, César Nunes de; Brandão, Carlos Antonio Eds. (2017) *Desenvolvimento regional no Brasil: políticas, estratégias e perspectivas*, Rio de Janeiro, Ipea, p. 293.

8. Kara-José, Beatriz (2010) *A popularização do centro de São Paulo: Um estudo de transformações ocorridas nos últimos 20 anos*, tese de doutorado, Planejamento urbano e regional, USP, São Paulo, 264 p.

9. OCDE (2018) *Education at a Glance 2018: OECD Indicators*, OECD Publishing, Paris, 462 p.

la moitié des actifs occupés, soit 44,4 %, percevaient moins que le salaire minimum.

Sur le plan politique, la réforme électorale, préconisée par de nombreux acteurs et commentateurs politiques pour renforcer le processus démocratique, mais jamais conduite, aurait entre autres permis de sortir de l'un des effets pervers du système en vigueur, dévastateur pour la démocratie. Le système électoral produit en effet une constellation partisane au Congrès¹⁰ qui contraint l'exécutif à l'exercice d'un jeu politique permanent pour assurer au coup par coup des majorités sans fondement idéologique, mais acquises grâce à la maîtrise des systèmes sophistiqués de corruption où circulent des masses financières colossales. Cette réforme n'a pas été menée, et si Lula s'est très bien accommodé du système politique et institutionnel, celui-ci a été fatal à Dilma Rousseff qui n'avait sans doute pas l'habileté politique de son mentor.

Privé d'outils fiscaux efficaces et cohérents, les investissements en infrastructures ont été insuffisants et en partie détournés par les circuits de la corruption, dont l'affaire « *Lava Jato* » a montré les articulations entre les grandes entreprises de travaux publics et l'entreprise pétrolière nationale Petrobras. La politique de rayonnement international du Brésil associée à l'organisation de méga-événements sportifs – comme la coupe du Monde 2014 et les JO 2016 – a aussi démontré les contradictions néfastes de la politique économique et ses conséquences sociales désastreuses, spécialement lors des expulsions de quartiers populaires. Les stades de la coupe du Monde (2014) construits dans les grandes capitales à travers le pays et les installations liées au JO de Rio (2016) sont apparus comme des éléphants blancs, coûteux à la construction et à l'entretien, et finalement inutiles¹¹.

Enfin, le Brésil souffre d'une désindustrialisation dite « précoce »¹². Le recul de l'industrie et la montée en puissance des services est une évolution logique des économies émergentes. Néanmoins, si elle intervient alors que le revenu par tête reste relativement bas, elle signale la faiblesse structurelle de l'économie et, dans le cas du Brésil, entre autres, un retard de compétitivité dû à l'insuffisance des investissements dans les infrastructures et dans la formation, c'est là ce que l'on nomme le fameux « coût Brésil ».

Le retournement de la situation intervient officiellement par l'entrée en récession en 2014. L'année suivante, le PIB chute de -3,8 %. Les causes sont pourtant déjà à l'œuvre et leurs effets perceptibles, à en juger par les manifestations du mécontentement populaire de juin 2013. Les Brésiliens descendent alors dans la rue pour contester la hausse du prix des titres de

10. L'actuelle assemblée compte 30 partis. Le parti majoritaire est le PSL avec 56 sièges sur 513. Le Sénat regroupe 23 partis, le MDB a 11 sénateurs sur total de 81.

11. Voir à ce sujet le dossier thématique (2016) « Rio de Janeiro 2016 ou les travers de la ville olympique », *Problèmes d'Amérique latine*, volume 4, numéro 103.

12. Salama, Pierre (2015) Chine-Brésil, une comparaison instructive, *Problèmes d'Amérique latine* (95), p. 26.

transport, avant que le mouvement ne prenne une autre dimension. C'est sans doute le moment de bascule dans l'histoire récente du Brésil.

La crise économique qui se déclenche en 2014 est d'une intensité comparable à celle de 1981-1983, la sortie de crise s'annonce cette fois plus longue. En 2014, la croissance du produit intérieur brut retombe à 0,5%, alors qu'elle atteignait 4% en 2011 et même 7,5% en 2010. Entre avril 2014 et décembre 2016, onze trimestres de récession se succèdent. La légère reprise de 2017 est pour l'essentielle due à une récolte exceptionnelle.

L'économie brésilienne fait alors face à une réduction de la demande internationale couplée à une baisse de la valeur des matières premières, et particulièrement du soja – avec près du quart de la production, le Brésil est le deuxième producteur mondial – dont les cours chutent brutalement en 2014, puis en 2015. La demande intérieure, elle aussi, faiblit. Un mécanisme pervers s'est enclenché, car, pour continuer à s'alimenter en devises, alors que les investisseurs se détournent du Brésil et que les réserves étrangères baissent, la Banque centrale du Brésil (BCB) remonte son taux directeur (*Taxa Selic*) de 7,25% début 2013 à 14,25% mi 2015. Ces taux qui sont parmi les plus élevés au monde pénalisent les couches moyennes et populaires, dont la consommation à crédit s'est beaucoup développée pendant les années de croissance et de taux moins élevés. Parallèlement, le chômage augmente, il passe de 6,5% fin 2014 à 13,2% début 2017¹³, si bien que la demande intérieure, moteur de la croissance, chute.

L'activité économique brésilienne pâtit aussi de la politique monétaire et des insuffisances du secteur bancaire¹⁴. Les banques commerciales se portent très bien et elles ont largement profité de la croissance pendant les mandatures de Lula, époque où les taux d'intérêt, attiraient les investissements étrangers. Cette politique, destinée à soutenir la monnaie et à limiter l'inflation, date du plan Real de 1994, époque où le Brésil est devenu l'un des pays au monde où les taux d'intérêts réels sont les plus élevés. Elle a cependant eu pour conséquence de concentrer le système bancaire commercial brésilien, et d'en limiter l'intervention dans l'économie : il pratique en effet des taux prohibitifs, bien supérieurs à ceux de la Banque Centrale du Brésil et finance peu les entreprises. C'est donc l'État fédéral qui prend le relais en finançant l'économie par l'intermédiaire de la très puissante Banque nationale de développement économique et social (BNDES), laquelle offre au secteur privé des taux bonifiés, très concurrentiels. Seulement, ces taux très intéressants sont à la charge du budget fédéral qui paie la différence entre ceux-ci et les taux de référence de la Banque centrale du Brésil. Or, l'action de la BDNES s'est renforcée dans les dernières années, en particulier sous la présidence de Dilma Rousseff, accusée par les acteurs économiques d'avoir lourdement endetté l'État. Une part importante de la dette publique résulte donc de l'inaction du secteur

13. Données du chômage PNAD – IBGE. En 2017, le chômage est retombé à 11,9% en septembre 2018.

14. <http://www.bsi-economics.org/831-bresil-spirale-taux-interet-jt>

bancaire commercial et de l'intervention de la BNDES dans le financement de l'économie.

Entre 2014 et 2016, l'endettement public passe de 4% à 10,5% du PIB, pour retomber à 8,5% en 2018. Pour engager la diminution de la dette de l'État, Dilma Rousseff contraint le pays à une politique d'austérité, qui sera amplifiée par Michel Temer, et enclenche une dynamique récessive.

LA CRISE SOCIALE

L'entrée en récession et l'augmentation rapide du chômage ont montré, par la violence de leurs effets sur la société brésilienne, les insuffisances et la fragilité de la couverture sociale au Brésil. En quelques années, la quasi absence de protection sociale, le faible niveau d'épargne des ménages, mais surtout un niveau d'endettement privé élevé, ramènent dans la pauvreté et l'extrême pauvreté, deux seuils distincts, des dizaines de millions de Brésiliens qui en étaient sortis. De nombreux ménages avaient certes connu une amélioration de leur niveau de revenus et de leurs conditions de vie, mais elle s'est avérée bien insuffisante et confirme dans leurs positions les plus sceptiques quant à l'idée de l'émergence d'une vaste classe moyenne quelques années auparavant.

Mi-2018, selon Neri¹⁵, le Brésil compte 23,3 millions de personnes sous le seuil de pauvreté fixé à 233 *reais* (soit 51 euros) par personne et par mois. En quatre années, la population pauvre a augmenté de 6,3 millions de personnes. L'IBGE, qui selon les critères de la Banque mondiale fixe le seuil de pauvreté à 387,1 *reais* ce qui équivaut à 5,5 USD par jour et par personne, évalue la population pauvre à 50 millions au premier janvier 2017, avec des écarts relatifs régionaux saisissants, de 43,5% de la population dans le Nordeste à 12,3% dans le Sud. Ces chiffres ont été tout récemment confirmé par l'IBGE¹⁶ qui signale qu'entre 2016 et 2017 la population sous le seuil de pauvreté (revenu inférieur à 5,5 USD par jour et par personne ou 406 *reais* par mois au taux d'alors) est passée de 52,8 à 54,8 millions, soit 26,5% de la population brésilienne fin 2017. Quant à l'extrême pauvreté (revenu inférieur à 1,9 USD par jour, ou 140 *reais* par mois) elle touche 15,2 millions d'individus en 2017, soit 7,4% de la population totale contre 6,6% en 2016.

Par ailleurs, l'emploi formel commence à décrocher au deuxième semestre 2014, et à partir de 2016, on observe un transfert de celui-ci vers le secteur informel. Selon les données de l'IBGE, citées par BSI Economics¹⁷, en 2017, le secteur privé formel perd 1,3% d'actifs occupés, tandis que le secteur informel en gagne 7,5%. Le secteur du bâtiment est sévèrement touché

15. Neri, Marcelo (2018) *Qual foi o impacto da crise sobre a pobreza e a distribuição de renda?*, Rio de Janeiro, FGV Social.

16. IBGE (2017) *Síntese de indicadores sociais: uma análise das condições de vida da população brasileira: 2018*, Rio de Janeiro, IBGE, 143 p.

17. <http://www.bsi-economics.org/929-bresil-inegalitaire-travail-vg>

(-13,8%), du fait des difficultés financières des États, commanditaires de grands travaux, et de l'abandon de grands ouvrages d'infrastructure; mais aussi les transports (-7,9%) et le secteur agricole. Ironie de l'histoire, le service domestique qui, grâce à Dilma Rousseff, avait conquis un statut et des droits salariaux historiques¹⁸, au grand dam des classes moyennes et supérieures, connaît une croissance du secteur informel de 7,8%. Les avancées sociales auront été vite battues en brèche.

En dépit d'une croissance économique de 1% en 2017 (à relativiser par un taux de croissance démographique de 0,8% par an), due en particulier à une récolte record, les inégalités salariales se sont accrues, les revenus des 40% les plus pauvres ont baissé (-5% pour les 20% les plus pauvres) tandis que les revenus du cinquième de la population le plus riche se sont accrus de 10,8%. Le taux de chômage a explosé en quelques années, après une décennie de plein emploi. Il retombe légèrement entre début 2017 et mi 2018, de 13,7% à 12,1%, mais il signale également une précarisation croissante du travail, conséquence d'une réforme du travail portée par le président M. Temer et adoptée en juillet 2017. Elle a pour conséquence de faciliter les licenciements en particulier parmi les travailleurs les moins qualifiés et notamment les femmes des milieux populaires parmi lesquelles la sous-traitance et surtout le travail à domicile non déclaré se développent.

Plus préoccupant encore, ces années voient émerger la population des « *nem nem* » (« ni-ni »), terme qui désigne les jeunes déscolarisés et sans travail (les « décrocheurs »). Le nombre des *nem nem* de 16-29 ans est passé de 22,7% à 25,8% entre 2014 et 2016 selon l'IBGE, soit environ 11 millions de jeunes [Machado et Muller, 2018].

La crise aggrave également l'endettement des ménages les plus modestes, qui doivent recourir à de multiples crédits à la consommation en cascade, consentis par des organismes de crédit et par les banques à des taux exceptionnellement élevés. Les retards de paiement (supérieurs à 90 jours) des consommateurs ont explosé ces dernières années, avec le développement des facilités de crédit aux ménages modestes puis avec la crise. Selon le Service de protection au crédit (*Serviço de proteção ao crédito* – SPC), plus de 60 millions d'adultes sont concernés par ces retards de paiement, leur total cumulé par individu est de 4 426 *reais* et ils concernent des services de base tels que l'eau, l'électricité, les assurances maladie, la téléphonie, entre autres.

18. En 2013, le projet d'amendement constitutionnel 72 (PEC *Constitucional* 72), dit PEC des « bonnes » (PEC *das domésticas*) est adopté, il sera appliqué en 2015. Cette loi limite et encadre les horaires de travail des travailleurs domestiques qui sont en très grande majorité des femmes, ouvrant ainsi la possibilité au paiement d'heures complémentaires. Il a été l'un des points de crispation des classes moyennes supérieures à l'égard de Dilma Rousseff, probablement en partie à l'origine de sa chute. L'instauration des cotisations retraite, des droits à des indemnités chômage, etc., date des années 1970 puis surtout de la fin des années 1980.

En 2015, soit au début de la crise, l'IBGE estimait le déficit de logements à 7,8 millions d'unités (PNAD-IBGE). Cette situation résulte à la fois de la précarité des logements, qu'ils soient vétustes ou situés en zone de risques, et d'une forte augmentation des prix de l'immobilier dans la deuxième moitié des années 2000 et au début des années 2010. Or, depuis deux ans, les expulsions de logement, pour non-paiement des loyers ou des traites, ont très fortement augmenté.

Enfin, le Brésil connaît une recrudescence de la violence sous toutes ses formes, et pas seulement des homicides, dont le total s'élève à plus de 62 000 en 2016, soit un taux d'homicides de 30 pour 100 000¹⁹. À nouveau, des écarts spectaculaires sont perceptibles entre régions ou États, le record revenant à l'État de Sergipe avec 64,4 homicides pour 100 000 habitants, et le plus bas taux, 10,9 pour 100 000, au São Paulo. Ce n'est pas non plus dans la ville de Rio de Janeiro, où l'armée intervient depuis février 2018, qu'ils sont les plus élevés, mais dans les capitales du Nordeste ou dans certaines villes moyennes de l'intérieur. Notons que la police, surtout la police militaire, alimente la violence meurtrière, elle aurait, selon le *Fórum Brasileiro de Segurança Pública*, abattu plus de 5 000 individus en 2017.

CRISE POLITIQUE ET NOUVEAUX ACTEURS POLITIQUES

La déstabilisation économique et sociale du pays s'est aggravée d'une crise politique majeure, portant le discrédit sur l'ensemble d'une classe politique globalement très affaiblie. L'affaire *Lava jato*, sur laquelle Dominique Vidal revient dans son article, débute en 2014 et a marginalisé les acteurs politiques au bénéfice d'une partie du monde judiciaire. S'il est vrai que tous les grands partis ont été touchés par le scandale, et que de lourdes peines de prison ont été prononcées à l'encontre d'acteurs politiques majeurs, le PT a été spécialement visé. L'emprisonnement de Lula en avril 2018, sur la base de suspicions, de la dénonciation d'un autre accusé en contrepartie d'une importante remise de peine et non de preuves matérielles, fait suite à la destitution controversée de Dilma Rousseff²⁰.

Son remplaçant, Michel Temer, un conservateur du PMDB (devenu MDB) qui fut son vice-président lors de la campagne électorale de 2014, est arrivé au pouvoir en mai 2016 avec un large soutien à droite. Son gouvernement a réuni les partis de la droite traditionnelle, engagé de nombreuses réformes de libéralisation de l'économie et imposé l'austérité budgétaire. Comme l'explique Luciana Jaccoud dans ce numéro, M. Temer a fait inscrire dans la Constitution le gel pour vingt années de l'augmentation des dépenses publiques, limitées désormais à ne pas dépasser le taux d'inflation. En

19. Cerqueira, Daniel Ed. (2018) *Atlas da violência 2018*, Brasília, Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada – Fórum Brasileiro de Segurança Pública, 91 p.

20. Renan Quinalha, « L'érosion de l'État de droit au Brésil: de l'impeachment de Dilma à l'emprisonnement de Lula », *Brésil(s)*, 1 | 2018, mis en ligne le 16 juillet 2018. URL : <http://journals.openedition.org/bresils/2608>; DOI : 10.4000/bresils.2608

période de crise économique, d'augmentation du chômage, de croissance de la population, une telle mesure aggrave mécaniquement la grande pauvreté, la crise du logement, etc. Pour autant, il n'est parvenu ni à relancer l'économie, ni à endiguer le chômage, et encore moins à réduire le retour de la pauvreté. Le mécontentement de la population est donc à son comble en 2018. Le PT comme les partis de droite traditionnels sont totalement déconsidérés. La défiance à l'égard de ceux qui ont gouverné depuis les années 1990 est à son comble, et les crises, politique, économique, sociale, morale, vont signer la fin de la stabilité du système politique et partisan hérité de la Constitution de 1988. Elles ouvrent la voie à l'émergence d'une droite radicale, aux méthodes et revendications nouvelles.

Car depuis quelques années d'importantes recompositions dans le paysage politique sont à l'œuvre, qui vont de pair avec une orientation économique libérale partagée par ces acteurs à l'influence croissante. Le libéralisme économique à la brésilienne est cependant ambigu car le rejet virulent de l'État social, la flexibilisation et la précarisation avancées du marché du travail contrastent avec un protectionnisme bien ancré au service du productivisme promu par l'État et par ailleurs totalement indifférent à l'urgence écologique. Hostilité à l'encontre des politiques sociales et environnementales, scepticisme assumé à l'égard du changement climatique, mise en place d'une dérégulation avancée du marché du travail, creusement assumé des inégalités de revenus justifiées par les valeurs méritocratiques, voilà ce qui constitue l'arsenal idéologique de l'opposition montante. S'y ajoute un ensemble de valeurs morales ultra-conservatrices, plus ou moins neuves, mais certainement plus affirmées, en ce qui concerne par exemple l'opposition à l'avortement, le recours aux références et aux valeurs morales religieuses dans l'enseignement comme dans la vie publique, l'agressivité exprimée vis-à-vis des populations noires, indiennes ou LGBT, et le refus catégorique de leurs revendications. Ce socle idéologique, qui est celui de Jair Bolsonaro, s'est peu à peu affirmé dans le débat public au cours des dernières années, porté à la fois par une partie de la droite, de l'armée, d'églises évangéliques, d'acteurs économiques majeurs, de médias, d'élus au congrès et de mouvements de citoyens.

Tous ces secteurs ont entretenu et fait progresser la nouvelle stratégie de la droite latino-américaine qui, à partir des années 2000, se réorganise pour contrer l'installation durable au pouvoir de la gauche dans le sous-continent, afin « d'instaurer des systèmes de gouvernance néo-libérale à l'échelle de pays et de la région »²¹. Barry Cannon²² identifie trois axes complémentaires dans cette offensive, qui se joue à la fois sur le terrain institutionnel, par la mobilisation, et dans un cadre semi ou extra-constitutionnel. Le cadre institutionnel est celui de la réorganisation des partis et des campagnes électorales, il n'est pas strictement nouveau.

21. Cannon, Barry (2017) Coups, “smart coups” and elections: Right power strategies in a context of Left hegemony, *Desenvolvimento em Debate*, 5 (1), pp. 29-49.

22. Cannon B., *op. cit.*, 2017, p. 44.

Les mobilisations sont par contre une nouveauté dans le camp de la droite, surtout au Brésil où la population se mobilise globalement très peu pour manifester. Or, depuis juin 2013, la droite brésilienne a investi la rue, notamment l'avenue Paulista, à São Paulo, emblématique du cœur économique du pays. Ce mois de l'année 2013, le mouvement de protestation débute par la revendication d'un public jeune, marqué à gauche qui s'oppose à la hausse des tarifs des transports publics. La mobilisation prend de l'ampleur, s'étend à d'autres métropoles puis vire à l'opposition au gouvernement de Dilma Rousseff, à mesure que la participation des classes moyennes émergentes augmente. La droitisation du mouvement qui porte des revendications disparates et des slogans ultra conservateurs se précise, tandis qu'au faite de la protestation, plus d'un million de manifestants sont dans la rue, événement exceptionnel au Brésil. Dans la foulée de ces événements, le pouvoir en place est contesté par des groupes marqués à droite qui, tel le Mouvement Brésil Libre (*Movimento Brasil Livre – MBL*) et au nom de la lutte contre la corruption, visent directement la présidente et le PT. Les actions de mobilisations publiques de la droite, conservatrice et libérale, se multiplient ; les manifestations portent un message anti PT, anti-corruption et les couleurs du Brésil.

Parallèlement, le troisième volet de la stratégie de reconquête du pouvoir se met en place, au moyen d'une action semi ou extra constitutionnelle que Cannon nomme « *smart coup* ». Elle désigne la procédure de destitution de la présidente Dilma Rousseff qui s'apparente à un coup d'État parlementaire²³. Elle vise à installer le vice-président M. Temer au pouvoir, afin qu'il applique un programme de libéralisation de l'économie et une sévère cure d'austérité à l'État, et qu'il contrôle autant que possible, l'évolution de l'enquête sur les affaires de corruption dans le cadre de l'opération *Lava Jato*.

Parallèlement, au cours de ces dernières années, l'armée s'est affirmée comme un acteur politique de premier plan. Elle est certes apparue plus présente en 2017 et pendant la période de la campagne électorale, mais sa montée en puissance date de quelques années. Comme le rappelle Maud Chirio, l'armée brésilienne est restée discrète à la suite de la dictature, notamment parce qu'elle est abritée par une loi d'amnistie jamais remise en cause et qu'elle a su imposer une protection des archives qui sont restées inaccessibles²⁴. Lors des protestations de 2013, puis en 2014, et dans le contexte de la future destitution de Dilma Rousseff, l'intervention militaire est un mot d'ordre souvent brandi. Il va s'amplifier et prendre une tournure

23. Il existe des précédents au « *smart coup* » brésilien, comme la destitution en 2012 par le Sénat du président paraguayen Fernando Lugo élu à la tête d'une coalition de gauche. Sa destitution a eu pour effet en 2013, après l'intérim du vice-président Federico Franco, de rétablir au pouvoir le parti de droite *Colorado*, qui dirigeait le pays depuis 1954. Le Parti *Colorado* n'a depuis pas quitté la présidence de l'État.

24. Chirio, Maud (2018) Le rôle des militaires dans la déstabilisation de la démocratie brésilienne (2015-2018), *Brésil(s)*, 2018 (1), pp. 1-13.

originale. Progressivement, des militaires, sans doute minoritaires, distillent publiquement des propos incendiaires, tel Hamilton Mourão, dont les déclarations ne sont que tardivement condamnées et peu ou pas sanctionnées²⁵. H. Mourão s'affirme sur la scène publique. Il est libéral économiquement, ultra-conservateur culturellement et proche du MBL (*Movimento Brasil Livre*). L'armée sera mobilisée par le président Temer au premier semestre 2018, pour intervenir à Rio de Janeiro puis lors de la grève des routiers. Le président va également nommer un militaire au ministère de la Défense. D'autres hauts gradés s'expriment via Twitter, comme le général Villas Bôas lorsque la cour suprême fédérale (STF, *Supremo Tribunal Federal*) statue sur la demande d'*habeas corpus* de Lula, que le STF refusera. Aujourd'hui, Hamilton Mourão est le vice-président de Jair Bolsonaro, son futur gouvernement devrait compter quatre autres militaires.

Enfin, les courants ultraconservateurs des églises évangéliques²⁶ sont devenus incontournables sur la scène politique et dans l'opinion publique brésilienne²⁷. Là encore, l'influence des évangéliques n'est pas nouvelle au Brésil : le nombre des adeptes progresse depuis des années dans tout le pays²⁸, ils contrôlent des médias à grande audience (comme la chaîne de télévision Record) et sont présents au Congrès où ils forment un front parlementaire (*bancada evangélica*). Mais, les principales églises évangéliques se sont pour la première fois alliées pour soutenir un candidat, Jair Bolsonaro en l'occurrence, alors que certaines et non des moindres avaient de nombreuses années entretenu une alliance avec le PT. Le fait est que leur stratégie a récemment évolué en intervenant non plus seulement comme groupe de pression, mais comme force de proposition, directement aux commandes du pouvoir, tout en modérant légèrement l'affichage strictement confessionnel. En effet, leur stratégie de conquête du pouvoir s'élargit, elle ne se limite plus au législatif mais vise depuis quelques années également l'exécutif²⁹. Le maire de Rio, Marcello Crivella, évangélique, élu en 2016 en est l'illustration. Depuis octobre 2018, le nouveau gouverneur de l'État de Rio de Janeiro, Wilson Witzel, est lui aussi évangélique. Au-delà d'une ligne ultra conservatrice³⁰ sur les sujets de société, dans le domaine économique, les courants évangéliques convergent désormais en majorité

25. Chirio M., *op. cit.*, 2018.

26. Il est important de souligner que les courants évangéliques, majoritairement conservateurs, sont variés, certains affichent leur soutien à des candidats du PSOL, parti le plus ouvertement progressiste.

27. L'ouvrage de Lamia Oualalou présente une partie de la mouvance évangélique. Oualalou, Lamia (2018) *Jésus t'aime. La déferlante évangélique*, les Éditions du Cerf, 286 p.

28. Souchaud, Sylvain (2018) *Le Brésil*, Atlande, 320 p.

29. Sur ce premier changement de stratégie impulsée par l'évêque Robson Rodvalho au moment des élections de 2014 : Vital da Cunha, Christina ; Lopes, Paulo Victor Leite ; Lui, Janayna (2017) *Religião e Política: medos sociais, extremismo religioso e as eleições 2014*, Rio de Janeiro, Fundação Heinrich Böll: Instituto de Estudos da Religião, 196 p.

30. Au sujet des nuances que ce terme impose : Almeida, Ronaldo de (2017) *A onda quebrada – evangélicos e conservadorismo*, *Cadernos Pagu* (50), pp. 1-27.

autour de positions ultra-libérales et anti-étatiques. Cette volonté d'intervenir directement dans le débat public, la politique économique et dans la formulation des politiques publiques a conduit le front parlementaire évangélique à publier, le 24 octobre 2018, un manifeste³¹ d'une soixantaine de pages intitulé « le Brésil pour les Brésiliens » (« *O Brasil para os Brasileiros* »). Il est précisé qu'« outre le programme que nous défendons, de préservation des valeurs chrétiennes et de défense de la famille [...], il faut moderniser le mastodonte qu'est l'État brésilien » (p. 1). Sur le plan économique et spécifiquement s'agissant du marché du travail, il est jugé nécessaire de « recourir massivement à la sous-traitance » (p. 10). L'éducation fait l'objet d'une attention particulière. Il est, selon ce document, impératif de « libérer l'éducation publique de l'autoritarisme de l'idéologie de genre, de l'idéologie de la pornographie, et rendre aux familles le droit à l'éducation sexuelle de leurs enfants et adolescents » (p. 54). « L'idéologie du genre est la dernière invention de la pensée totalitaire, qui a été immédiatement adoptée par les gouvernements PT et autres fractions de la gauche autoritaire. Elle détourne l'école de ses attributions normales et a pour objectif la subversion de tous les principes et valeurs de la civilisation. » (p. 55).

Dans une interview³² concernant un ouvrage à paraître, la sociologue Christina Vital da Cunha montre que le nombre de candidatures strictement confessionnelles tend à diminuer, même si les évangéliques affichent leur religiosité et l'adéquation de leur action politique avec des valeurs morales ultra-conservatrices. Ils investissent le champ régalién, en priorité la sécurité intérieure et la justice, en réponse à une demande de la population. De ce fait, le ralliement à Bolsonaro est dans bien des cas le fait de hiérarchies attentives à l'évolution et aux attentes de leurs croyants et non le résultat d'un mouvement des croyants qui, sans autonomie critique, suivent les consignes des pasteurs. D'ailleurs, il est apparu que si les évangéliques ont bien voté Bolsonaro, le rassemblement n'a pas été systématique, signe d'une relative latitude des populations croyantes et pratiquantes face aux consignes de vote.

Le secteur judiciaire est un autre acteur émergent dans la société brésilienne. Il est devenu central sur la scène médiatique et dans le jeu politique compte tenu de l'importance des affaires de corruption mises au jour ces dernières années. Elles ont discrédité les partis politiques et leurs représentants ainsi que les élites économiques, elles aussi corrompues. Faisant le choix d'une grande médiatisation de leur action et de techniques qui marquent les esprits en entretenant un suspense judiciaire aux rebondissements fréquents (dénonciations contre remise de peine dites *delação premiada*, diffusion d'écoutes téléphoniques, détentions préventives systématiques, lourdes peines de prison prononcées), les juges occupent

31. Frente Parlamentar Evangélica (2018) *Manifesto à Nação. O Brasil para os Brasileiros*, Câmara dos Deputados, Brasília, 60 p.

32. <https://apublica.org/2018/12/mudanca-de-estrategia-nas-candidaturas-evangelicas-ajudou-a-eleger-bolsonaro/>

aujourd'hui une place non négligeable de l'espace partisan et se substituent en partie au pouvoir politique.

Enfin, les acteurs économiques ont toujours un poids déterminant dans les élections brésiliennes, spécialement les groupes industriels, la finance et le secteur agro-exportateur. Un à un, ces groupes, qu'ils soient ou non organisés formellement au sein du Congrès, comme l'est le puissant groupe des producteurs de l'agro-négoce (*bancada ruralista*), ont apporté leur soutien à Bolsonaro, dont la montée dans les sondages s'est accompagnée dans la dernière ligne droite d'une croissance de la bourse, signe d'un soutien et d'une confiance des acteurs économiques dominants pour le programme, certes très vagues concrètement mais très marqués idéologiquement, du candidat d'extrême droite.

Aujourd'hui, alors que Jair Bolsonaro prépare son gouvernement, tous ces acteurs identifiés au cours des dernières années convergent. S'y ajoutent des ralliements plus tardifs, notamment de certaines figures montantes de la droite, une droite d'un nouveau style. Il s'agit d'entrepreneurs riches récemment entrés en politique, qui ont mené des campagnes très médiatisées. Les plus connus sont João Doria, maire PSDB de São Paulo élu gouverneur de l'État, ou encore Romeu Zema du Partido Novo, entrepreneur de 54 ans élu gouverneur du Minas Gerais dès le premier tour.

Signe de cette convergence des forces de droite qui ont émergé ces dernières années : selon les plans de Jair Bolsonaro, le juge Moro (figure de la lutte anti-corruption dans le cadre de l'affaire *Lava jato*, mais aussi symbole pour certains de l'acharnement contre le PT) devrait obtenir le ministère de la Justice ; Paulo Guedes, économiste formé au département d'économie de l'université de Chicago et enseignant à l'université du Chili pendant la dictature Pinochet, obtiendrait un super ministère de l'économie ; l'Agriculture, dont le périmètre est encore en discussion, reviendrait à Tereza Cristina, surnommée la muse des pesticides (*musa do veneno*). Quatre militaires obtiendraient un ministère. Il s'agit donc d'un engagement individuel et non d'une participation collective de l'institution militaire. Celle-ci est toutefois censée donner des gages d'autorité et d'ordre à une population en proie au doute. La campagne a été scandée par la question de la violence, dont la réalité indéniable a entretenu l'ascension de Bolsonaro. Il faut cependant observer que le vote pour Bolsonaro n'est pas directement lié au taux d'homicides, celui-ci étant davantage corrélé à des dynamiques régionales associées à des différences de taux de pauvreté et de niveaux d'instruction. C'est ainsi dans les États du Nordeste, globalement les plus pauvres et violents, que le candidat d'extrême droite fait ses plus mauvais scores. Le discours et la représentation dans le débat public des minorités et des acteurs globalisés (les mouvements noirs, féministes, les LGBT, les sans terre, les ONG défenseurs de l'environnement, des droits de l'homme) ont aussi polarisé le débat et orienté les votes par rejet de l'un ou l'autre de deux candidats finalistes, c'est-à-dire J. Bolsonaro et F. Haddad.

La concordance des problèmes structurels, d'ordre politique, social et économique dans une société qui s'émancipe, se traduit une polarisation extrême et des formes de rejets multiples. Le Brésil face à ses crises prend

aujourd'hui un tournant décisif et la question est de savoir où en est la démocratie : l'élection de Bolsonaro désigne une volonté de la population de se débarrasser des acteurs traditionnels, mais comment expliquer l'adhésion à un discours aussi radical et violent, compte tenu du manque d'expérience et de l'impréparation du nouveau président ? Par le soutien qu'ils apportent à Bolsonaro, une partie de la population brésilienne malmène, temporairement, une règle partagée en démocratie selon laquelle le débat d'opinion se base sur les faits, qui fonde un principe de vérité. Or, l'intense usage des *fakes news* et la promotion d'arguments outranciers durant la campagne bat en brèche ce principe, en faisant valoir non plus tant la vérité basée sur les faits, que l'aptitude à convaincre, à emporter l'assentiment en dehors de toute vérification factuelle. Cette adhésion est difficile à analyser dans sa globalité, puisqu'elle reflète une variété de positions. Cependant, elle peut être perçue comme une remise en cause de principes démocratiques, mais aussi comme la manifestation d'un attachement aux valeurs démocratiques, par la sanction radicale infligées à des acteurs politiques globalement complices d'un système où la corruption est constitutive de l'articulation du monde politique à des secteurs clés de l'économie nationale. Quoi qu'il en soit, avec le mandat qui a débuté le 1^{er} janvier, beaucoup d'acquis peu à peu affirmés depuis la démocratisation seront sans doute revus, dans le domaine de l'environnement, de la justice sociale, de la représentation démocratique et de la citoyenneté ; les populations les plus vulnérables, c'est-à-dire les individus les plus pauvres ou privées de nombreux droits des quartiers populaires et des campagnes isolées, ainsi que les populations autochtones dont les territoires sont remis en cause, seront les premières touchées par la nouvelle politique gouvernementale.

Ce dossier consacré au Brésil regroupe cinq articles. Dans son texte intitulé, « L'élection de Jair Bolsonaro au Brésil, ou comment un député d'extrême-droite est arrivé au pouvoir », Dominique Vidal revient sur le processus qui a conduit à l'élection d'un candidat d'extrême droite. Il n'y voit pas le signe d'une faillite du processus démocratique, mais l'analyse au regard des changements sociaux et économiques intervenus au cours des décennies antérieures. En dépit du soutien d'une large frange de la population au candidat d'extrême-droite, il insiste notamment sur l'attachement de la population brésilienne au vote, comme en témoigne la diversité accrue de la nouvelle Chambre des députés.

Luciana Jaccoud, dans un article intitulé « Démocratie, conflits redistributifs et réforme de la protection sociale au Brésil », nous livre une analyse historique de la formation des politiques sociales au Brésil depuis la Constitution de 1988, qui a posé les principes de l'universalisme et de la redistribution. Elle présente les applications concrètes de ces orientations dans l'arsenal des politiques de sécurité sociale implantées dans les années 2000, à la faveur d'une pression démocratique, des gouvernements de gauche et de la croissance économique. Enfin, elle analyse le retournement de tendance, à la fois budgétaire et idéologique, que la crise et l'alternance politique ont imposé, mettant en péril les acquis de la protection sociale.

Alexandre Berthe dans son texte intitulé « L'accès à l'eau et à l'assainissement au Brésil, un enjeu de développement soutenable à évaluer », se penche sur la justice sociale du point de vue du rapport des individus à l'environnement. Il prend pour objet l'accès à l'eau, sa consommation et son traitement. A partir d'indicateur démographiques et géographiques, il nous formule une analyse des inégalités de l'accès à l'eau au Brésil dans un contexte de changement climatique.

Ludivine Eloy, Stéphane Guéneau, Mônica Celeida Rabelo Nogueira, Janaina Deane de Abreu Sá Diniz, Andrea Leme da Silva et Carlos José Sousa Passos, dans « Alternatives durables pour le biome *cerrado* : occupation et usages des territoires par les producteurs agroextractivistes », nous plonge au cœur de la problématique environnementale et agricole dans le contexte du biome *cerrado*, vaste mosaïque de savanes, forêts sèches et prairies, d'une grande diversité. Les auteurs nous montrent que les politiques de mises en valeur de ces espaces, sous la pression de l'agrobusiness, et inspirées des références appliquées en Amazonie, fragilisent les modèles productifs traditionnels durables, ainsi que l'organisation sociale de l'agriculture familiale.

Enfin, le texte de Jean-François Véran, Camila Fernandes et Lucas Freire « Rio de Janeiro en « crise » (2014-2018) : un état d'exception ? » questionne, à partir d'ethnographies de quartiers populaires, le sens de la crise que traverse la ville de Rio de Janeiro, en s'interrogeant sur le processus démocratique. Ils confirment la continuité du processus démocratique en insistant sur l'idée que le déploiement des droits, notamment dans les quartiers populaires, s'est toujours accompagné d'une grande précarité ; la crise aurait ainsi exacerbé la violence sans pour autant la planifier.

Paris, le 20 décembre 2018

Souchaud Sylvain.

Le Brésil face à ses crises [Introduction].

In : Souchaud Sylvain (coord.), Vidal D. (coord.). Le
Brésil face à ses crises.

Problèmes d'Amérique Latine, 2018, 111, p. 7-22.

ISSN 0765-1333